

## 55. LA POLITIQUE DANS LES CITÉS OU LES QUARTIERS COMME CADRE DE LA MOBILISATION

[Denis Merklen](#)

in Michel Pigenet et al., *Histoire des mouvements sociaux en France*

La Découverte | « [Poche/Sciences humaines et sociales](#) »

2014 | pages 615 à 623

ISBN 9782707169853

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/histoire-des-mouvements-sociaux-en-france---page-615.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

---

*La politique dans les cités  
ou les quartiers comme cadre  
de la mobilisation*

DENIS MERKLEN

**A**U DÉBUT DES ANNÉES 1970, Manuel Castells étudie l'émergence de ce qu'il considère alors comme un nouveau type d'action collective, les « mouvements sociaux urbains » [Castells, 1973]. Suivant une caractérisation théorique à la fois complexe et précise, il décrit des mouvements sociaux urbains au Chili, en Espagne, en Italie, en France. Il est suivi (et discuté) par d'autres chercheurs qui analysent ce type de mouvement et de problématique dans divers pays, ainsi Jordi Borja, François Dubet, Samuel Jaramillo, Jean Lojkin ou Alain Touraine. Selon ce dernier : « La ville, ou plutôt l'urbain, sera le lieu des conflits comme l'entreprise l'a été dans la période qui s'achève » [Touraine, 1975, p. 8].

Il s'agit alors de cerner un type émergent d'action collective dont l'origine ne se situe pas dans la sphère de la production, mais dans celle de la consommation et des styles de vie, de mouvements dont le cœur glisse du travail vers l'habitat. Dans certains cas, les gens occupent des terrains vagues pour construire des logements, dans d'autres ils protestent contre des projets de rénovation urbaine qui modifient leur cadre de vie, réclament ici des équipements collectifs ou des services urbains, protestent là contre l'augmentation des loyers. Le changement est d'importance pour une sociologie et pour une historiographie habituées à raisonner en termes de mouvement ouvrier, quand bien même ces recherches viennent du marxisme ou dialoguent avec lui. L'adversaire n'est plus le même, les modes d'action changent, les formes de l'organisation sociale diffèrent lorsque des associations d'habitants remplacent les syndicats. Les sociologues observent un élargissement du répertoire d'action des travailleurs. Cependant, ils ne mettent pas en question l'enracinement de ces mouvements sociaux dans des classes populaires qu'ils pensent toujours autour de la figure du travailleur. Seulement, ces travailleurs élargissaient leurs modes d'action au-delà de l'usine, le syndicat, le parti.

Ces études déclinent à partir des années 1980, en partie sous l'effet de ce qu'il est convenu d'appeler la « crise du marxisme », en partie comme conséquence des déceptions enregistrées au regard des espoirs d'abord suscités par ce type d'action. Ces derniers semblent définitivement enterrés, du moins en France, par le livre de François Dubet *La Galère : jeunes en survie* [Dubet, 1987]. Frappé par le chômage et se tenant à distance de la politique, l'univers des quartiers populaires semble s'éloigner du mouvement social pour basculer dans des formes plus ou moins anomiques de l'existence collective, de nature à le rapprocher des descriptions établies quelques années auparavant en Amérique latine par divers auteurs comme l'anthropologue américain Oscar Lewis ou d'autres affiliés au courant de la « théorie de la marginalité ». Or, curieusement, au moment même où cette sociologie se tourne vers d'autres objets et théorise l'éloignement du politique de fractions des classes populaires, les quartiers entament un virage important. Contrairement à ce qu'en prétend une certaine sociologie déçue, la vie dans les quartiers populaires conserve une dimension politique, indétectable, il est vrai, avec les concepts privilégiés jusque-là.

Dans ce cadre, nous proposons le concept de « politicité » pour prendre en compte la dimension politique de la vie sociale dans les quartiers populaires. Il s'agit de voir en quoi et comment la politique fait le populaire aujourd'hui et, simultanément, de comprendre en quoi et comment le populaire prend place dans les conflits sociaux et politiques, défend ses intérêts et porte une voix dans l'espace public. Ce qui ne signifie pas, disons-le d'emblée, que la politicité des classes populaires soit aujourd'hui nécessairement porteuse d'espoirs.

#### UN SEGMENT DU POPULAIRE

---

Les recherches que j'ai pu mener notamment en Argentine, puis en France, m'ont conduit à proposer le concept de « politicité » pour comprendre l'évolution politique des classes populaires [Merklen, 2009]. Après des décennies de sociologie marquée par des références à un « populaire » plus ou moins confondu avec une classe ouvrière emblématique, les effets du chômage et de la dépolitisation engendrent un sentiment de « décomposition ». En France, des travaux importants constatent la concomitance de la désindustrialisation, du déclin de la classe ouvrière et du recul de l'influence du Parti communiste sur le monde populaire [Schwartz, 1991 ; Masclat, 2003]. Les recherches sur les classes populaires s'intéressent aux nouvelles formes de sociabilité et soulignent le côté négatif des transformations à l'œuvre sur le « rapport au politique » (populisme, abstention, déclin du militantisme, formes anomiques de révolte, colère).

On privilégiera ici la fraction des classes populaires qui réside dans les « cités HLM » des périphéries des grandes villes. Cette inscription territoriale renvoie autant à des données socioéconomiques (bas niveaux de revenu, taux de chômage élevé, bas niveaux de scolarisation) qu'à des modes d'action (participation électorale complexe, émeutes, mais aussi une vie associative et culturelle intense), des trajectoires (détachement de la classe ouvrière traditionnelle à travers des parcours migratoires hétérogènes souvent entamés dans d'anciennes colonies françaises), des rapports ambigus à l'État et aux institutions publiques (mêlant attente et forte prise de distance) et envers la stigmatisation que résumant diverses dénominations extérieures : les « banlieues », les « jeunes de banlieue », les « quartiers HLM ». Associées à la précarité, les stratégies de type « chasseur », un temps conjurées par la stabilité du salariat, réapparaissent dans un cadre où la « lutte pour la survie » est une réalité quotidienne pour bon nombre de familles et occupe de plus en plus d'individus. Ces populations se pensent elles-mêmes et sont pensées du double point de vue de la citoyenneté et de leur inscription territoriale, bien plus que sous le qualificatif d'« ouvriers » ou de « travailleurs ».

#### LES CLASSES POPULAIRES EN DÉMOCRATIE

---

La politicalité qui se développe dans les quartiers à partir des années 1980 est difficile à saisir et non moins difficile à intégrer dans les cadres normatifs de la pensée politique contemporaine. Les formes de mobilisation qui lui sont associées posent au moins deux problèmes. Le premier concerne leur caractère fréquemment violent et/ou illégal, le second découle du recours à l'action collective dans la lutte pour la survie. Ce mélange de genres pose d'un côté la question des limites du politique ; de l'autre il met en question l'autonomie du politique vis-à-vis du social.

Dans une enquête récente (2008-2011) menée dans huit villes de la périphérie parisienne, les bibliothécaires ont caractérisé les quartiers dans lesquels ils travaillent comme « violents » et traversés par l'« insécurité » [Merklen, 2011]. Cet imaginaire de « violence » associé aux « quartiers difficiles » se fonde dans ce discours sur une représentation formée avant leur prise de fonction. « Quand j'ai dit à ma famille que je viendrais dans le 93, ils m'ont dit "mais t'es folle !" » (Agnès). « Quand je suis venu travailler ici, je savais que ça allait être dur... L'image que j'en avais, c'était la banlieue, les violences, tout ce qu'on entend à la télé, quoi » (Baptiste). Un jeune bibliothécaire originaire de province explique encore qu'il a choisi de faire croire à ses parents qu'il travaille à Paris « pour pas leur faire peur ». Cette image des quartiers comme territoires violents est associée aux nouvelles formes d'action décrites dans les années 1980 comme des « violences urbaines » qualifiées d'« émeutes » à partir de l'automne 2005. Se développe alors toute une

littérature qui aborde la construction politico-médiatique de ces « violences ». Les révoltes collectives sont ainsi liées aux déterminations et surdéterminations sociales, mais ont également à voir avec les « interventions » de l'État dans ces territoires et leur instrumentalisation électorale paraît évidente. Cependant, la sociologie et la science politique tarderont à reconnaître la nature éminemment politique de ces mobilisations collectives.

Une des formes de la violence politique trouve son épicerie dans l'action de la police à l'égard des populations de ces quartiers, intervention elle-même fondée sur le magma de représentations qui les entoure [Fassin, 2011]. La politisation de ces réactions provient du sentiment, de plus en plus répandu parmi les classes populaires des « quartiers », que la police fait un usage illégitime de la force. Le constat que de tels abus tomberaient « toujours sur les mêmes » contribue à dresser une frontière sociale entre, d'un côté, les Arabes, les Noirs, les jeunes gens, et, de l'autre, la police, les hommes politiques, les enseignants, les intervenants sociaux, les « Français »... Le rappeur Mohamed Bourakba, dit Hamé, du groupe La Rumeur, accuse : « Les rapports du ministère de l'Intérieur ne feront jamais état des centaines de nos frères abattus par les forces de police sans qu'aucun des assassins n'ait été inquiété » [Tevanian, 2009, p. 120]. De la même manière, l'incapacité ou les réticences de l'institution judiciaire à soumettre la force publique à la loi contribuent à la structuration du problème en un conflit collectif entre deux groupes. C'est la raison pour laquelle la quasi-totalité des « émeutes » viennent en réponse à la mort d'un jeune lors d'une confrontation avec la police – que la mort ait été provoquée sciemment ou par accident étant le premier objet du conflit. L'action policière politise aussi l'ensemble du conflit État-classes populaires en ce qu'elle réserve fréquemment le même type de répression (souvent illégale), qu'il s'agisse d'une affaire de droit commun (en rapport avec un vol ou un trafic illégal) ou d'un soulèvement collectif. Comme le montre Didier Fassin, l'utilisation systématique des qualifications de « rébellion » et d'« outrage à l'autorité » expose sans coup férir à la violence policière, la loi aidant à renforcer le caractère asymétrique de la relation. Dans le même sens, les forces de l'ordre sont protégées chaque fois que l'usage disproportionné de la force est classé comme un acte de « légitime défense ». Du côté des classes populaires, la répétition des émeutes ébranle la légitimité de la répression policière et la tentative de contrôle de ces catégories sociales par la force. Le conflit s'installe alors dans un rapport de forces à l'issue incertaine, en dépit de la disproportion des moyens mobilisés par chacun des deux groupes.

L'émeute permet l'extension du conflit en deux directions. En premier lieu, son irruption dans l'espace public sort la violence policière de son invisibilité intrinsèque – la police agissant fréquemment dans la clandestinité – et rend possible la prise de parole et le débat. Combien de pages écrites, émissions de radio et de télévision sur les émeutes et leur contexte ? Le sort des quartiers entre dans le débat public et, avec lui, l'échec scolaire, le racisme et

les discriminations quotidiennes, le chômage, la relégation urbaine, l'action de l'État et les limites de la politique de la ville, et l'attitude des forces de l'ordre. Mais, en même temps, une question fondamentale émerge : que pensent les spectateurs des émeutes, quelle est la réaction de l'opinion publique, dans quelle mesure ne contribuent-elles pas à discréditer et à isoler davantage les « banlieues » ?

En deuxième lieu, le conflit s'étend parce que l'émeute se prolonge vers d'autres formes d'action collective. Ainsi en va-t-il des « casseurs », ces groupes de jeunes de banlieue qui, depuis les années 1990, s'invitent dans les cortèges des manifestations pour en découdre avec la police, détruire du mobilier urbain, des commerces et des voitures, voler quelque chose et souvent s'affronter violemment aux manifestants [Ricordeau, 2001]. La manifestation offre l'occasion d'agir hors de l'espace confiné de leur quartier. Mais elle donne aussi l'occasion de positionner leur action dans une ambivalence tranchante. D'une part, les casseurs se différencient des manifestants. D'autre part, ils s'ingèrent dans des conflits sociaux dont ils sont exclus en tant qu'acteurs. Ainsi font-ils irruption dans les manifestations étudiantes des années 1990, à l'occasion du mouvement contre le Contrat première embauche (CPE) du gouvernement Villepin en 2006 ou lors des actions d'opposition à la réforme des retraites du gouvernement Fillon en 2010. Présents, ils semblent dire de manière paradoxale : « nous sommes là parmi vous » ; et en même temps leurs violences signifient aussi : « nous n'avons rien à voir avec vous ».

La question de la violence ne résume pas, cependant, toute la politicité populaire. Notre enquête sur les violences faites aux bibliothèques de quartier confirme une autre dimension politique, déjà mentionnée pour le cas de la police. Ce qui est en jeu est la place et le rôle des institutions, non seulement le rapport des classes populaires à l'état, mais aussi le type d'état que leur action concourt à modeler. D'un côté, la bibliothèque est perçue comme « une chance pour le quartier », une voie d'accès à la culture, un investissement prestigieux, un espace ouvert à tous et apprécié par beaucoup, particulièrement les familles, les enfants, les jeunes filles, les personnes âgées. Mais, de l'autre côté, les « violences » faites aux bibliothèques révèlent le sentiment d'intrusion ressenti par certains groupes devant cette « intervention » publique dans « leur » quartier. Des habitants déplorent les normes qui leur apparaissent arbitraires car imposées par un autre groupe social, et non pas comme résultant d'un processus démocratique de formation de la loi. Dans la plupart des bibliothèques, on ne peut ni manger ni boire, parler, se retrouver en groupe. On demande souvent aux adolescents d'enlever casquette et écouteurs, de cracher leur chewing-gum. Le contenu des collections et les investissements sont décidés ailleurs, les possibilités d'emploi échappent aux habitants, lesquels expriment un sentiment de dépossession. Est-ce « notre » bibliothèque simplement parce qu'elle est dans notre quartier,

ou est-ce la « leur », « un truc qu'on t'impose », comme beaucoup nous le disent ? La mobilisation et le conflit signalent ici une réalité contradictoire : d'un côté les habitants veulent plus d'État, de service et d'espace publics dans une perspective d'intégration de leur espace vital à la société, de l'autre ils contestent l'extériorité de la décision et de l'autorité par ceux qui contrôlent les budgets, sont soutenus par la loi et par la force publique qui, jamais trop loin, tranchent dès que les choses dérapent. Étant donné la forte présence de migrants, le conflit prend pour beaucoup une allure « postcoloniale » et l'État est renvoyé, au détriment de sa légitimité, à une forme d'« intervention étrangère » dans la continuité de son passé colonial et des initiatives occidentales en terres d'islam.

Enfin, la politicité populaire observée dans les « quartiers » enregistre un affaiblissement du lien salarial de nature à compromettre toute projection vers l'avenir et d'insertion dans la société. Un nombre croissant d'individus et de familles sont de plus en plus dans l'incapacité d'assurer leur survie par le travail, tandis qu'une bonne partie des ressources indispensables dépendent de politiques sociales territorialisées. Cette réorientation de la lutte pour la survie articulée à la « politique de la ville » et au rôle croissant des gouvernements locaux entraîne une politisation de l'accès aux biens et aux services essentiels. Assurer le quotidien nécessite une mobilisation permanente, une dépense d'énergie auprès des guichets des institutions et de l'État [Siblot, 2006]. Cette dépense d'énergie réactive régulièrement la différence sociale fondamentale entre ceux qui contrôlent l'accès aux ressources et détiennent le pouvoir de décider et ceux qui en dépendent pour vivre, entre gouvernants et gouvernés. Là s'éprouve l'expérience quotidienne du conflit, de la discrimination, de l'asymétrie de pouvoir, de la dépossession, par laquelle se nourrit le sentiment d'injustice, source d'une bronca et matrice de révoltes ou d'émeutes.

#### LA FABRIQUE POLITIQUE DU POPULAIRE

---

Attentif à la dimension politique de la « crise des banlieues », Jacques Donzelot évoque l'émergence d'une « citoyenneté urbaine » [2009] lorsque la demande sociale prend pour objet le « droit à la ville », une analyse qui ressemble à celle proposée en son temps par Henri Lefebvre. Le constat semble juste sur au moins deux registres. En premier lieu et à l'instar de ce que l'on observait dans les années 1960 et 1970, les quartiers servent de cadre à une demande de reconnaissance de droits en matière d'habitat et d'accès à la ville. En second lieu, la question urbaine dépasse le problème du logement et de la qualité de vie et pose en réalité celui du bénéfice des services publics, de la formation et de la culture. Lieu de toutes les sociabilités, de la mobilité et de la projection vers l'avenir, la ville apparaît comme une composante clé de la

citoyenneté. En ce sens, l'intégration et les modalités de participation se jouent autour de l'accès à la ville, surtout en France où les quartiers d'habitat social sont souvent séparés physiquement et symboliquement de la ville, réalité qu'on a pu qualifier de « ghettoïsation » [Lapeyronnie, 2008].

Les classes populaires que nous identifions aux quartiers d'habitat social se définissent par leur inscription territoriale. Ainsi, les politiques sociales visent les « banlieues », les « quartiers », les « grands ensembles » ou les « cités HLM » selon une catégorisation sociale désormais détachée des références socioprofessionnelles. Les sciences sociales ont participé à ancrer ces grilles de lecture [Tissot, 2007], mais l'inscription territoriale n'est pas une pure « assignation » catégorielle. Elle résulte également de ce que les classes populaires structurent d'autant plus les solidarités élémentaires dans les quartiers que l'intégration salariale fait défaut. Elle découle aussi de ce que les quartiers servent de point d'appui à une action politique irréductible à la question urbaine et aux politiques sociales structurées dans la « politique de la ville ».

Il y a une demande de rénovation urbaine, de désenclavement, d'amélioration du cadre de vie, de réparation des ascenseurs, de transports en commun et d'équipements collectifs. Mais les mobilisations et les protestations à l'œuvre depuis plus de trente ans interpellent la République et l'État à travers la dénonciation des discriminations et du racisme, la contestation de la manière dont les institutions interviennent dans les « quartiers ». Elles interrogent les pratiques politiques, notamment celles de la gauche – « ils sont tous pareils » –, et les modalités de gouvernement auxquelles elles opposent une véritable « économie morale » perceptible dans l'indignation soulevée par les propos d'un ministre traitant de « racaille » une partie des citoyens. Entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2007, un habitant pourra ainsi menacer une bibliothécaire d'un quartier à Saint-Denis : « Si Sarko passe, on vous brûle la bibliothèque. »

Les formes de la mobilisation que nous observons dans les quartiers se font entièrement à l'intérieur des frontières de la citoyenneté [Murard et Tassin, 2006]. L'horizon révolutionnaire ayant disparu, toute action s'inscrit désormais dans une exigence de démocratie et d'intégration républicaine. Les quartiers constituent un point d'appui à la manifestation politique, c'est-à-dire à la possibilité de construire collectivement un point de vue et de le manifester dans l'espace public. Surtout, ils permettent de dire que la citoyenneté ne se limite pas à un contenu conçu en termes de droits auxquels on accède, mais ouvrent la voie à une dynamique citoyenne fondée sur un processus conflictuel jamais achevé. Le territoire offre un support essentiel à la socialisation politique, en l'absence de partis et de syndicats. Ces organisations, qui labouraient jadis la classe ouvrière, sont doublement absentes. D'un côté, les partis politiques ont perdu une bonne partie de leur efficacité d'organisation et de socialisation politique ; de l'autre, les formes de mobilisation de ces quartiers ne rentrent plus dans leurs cadres d'action, ce qui les laisse dans



l'impossibilité d'adapter leur répertoire aux formes émergentes de la protestation.

Notre réflexion s'appuie sur l'étude d'une fraction singulière des classes populaires issue de la décomposition du salariat à partir des années 1980 et enracinée dans ses quartiers. D'un point de vue politique, ces nouvelles formes de mobilisation collective donnent à voir la manière dont les gens s'emparent de la notion de citoyen et les rapports très ambivalents qu'ils entretiennent avec les institutions publiques, l'État et les partis politiques. La survie des classes populaires dépend toujours plus des politiques publiques sociales et nourrit à ce titre une demande de « plus d'État ». En même temps, elles dénoncent « la classe politique » et ne cessent d'actualiser par leurs modes d'action la frontière qui les sépare d'un « eux » où sont confondus les hommes politiques avec les fonctionnaires et administrateurs des guichets, les policiers et les professeurs. Les mouvements sociaux articulés dans les quartiers s'installent ainsi dans des ambiguïtés et des tensions sociales et politiques qui sont à leur origine et sur lesquelles ils cherchent à agir.

#### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

---

- CASTELLS Manuel (1973), *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Maspero, Paris.
- DONZELOT Jacques (2009), *Vers une citoyenneté urbaine ? La ville et l'égalité des chances*, Éditions de la rue d'Ulm, Paris.
- DUBET François (1987), *La Galère : jeunes en survie*, Fayard, Paris.
- FASSIN Didier (2011), *La Force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*, Seuil, Paris.
- LAPEYRONNIE Didier (2008), *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Robert Laffont, Paris.
- MASCLET Olivier (2003), *La Gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, La Dispute, Paris.
- MERKLEN Denis (2011), *Sociabilité et politicité. Quand les classes populaires questionnent la sociologie et la politique*, Mémoire de HDR, Paris, Université Paris-Diderot.
- MERKLEN Denis (2009), *Quartiers populaires, quartiers politiques*, La Dispute, Paris.
- MURARD Numa et TASSIN Étienne (2006), « La citoyenneté entre les frontières », *L'Homme et la Société*, n  160-161, p. 17-35.
- RICORDEAU Gw nola (2001), « Pourquoi cassent-ils ? Présentation des discours et motivations des casseurs », *Déviance et Société*, vol. 25, p. 165-183.
- SCHWARTZ Olivier (1991), « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique. Matériaux lacunaires », *Politix*, vol. 4, n  13, p. 79-86.

SIBLOT Yasmine (2006), *Faire valoir ses droits au quotidien. Les services publics dans les quartiers populaires*, Presses de Sciences Po, Paris.

TEVANIAN Pierre (2009), « Entretien avec Mohamed Bourokba », *Mouvements*, n° 57.

TISSOT Sylvie (2007), *L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Seuil, Paris.